

Vazzio et gazoduc en péril, départ d'Engie : la CGT Énergies alerte

Le syndicat, rassemblé hier en conférence de presse dans l'enceinte du siège EDF d'Ajaccio, a dénoncé ce qu'il considère comme des "manquements graves" à l'avenir énergétique de la Corse à travers ses principaux dossiers

Tonalité grave pour la conférence de presse donnée par la CGT Énergies, hier matin, dans l'enceinte du siège régional d'EDF, à Ajaccio. Si le syndicat a bien évoqué la menace qui pèse sur des emplois de l'entreprise et contre laquelle il est mobilisé, c'est bien le fond du problème qui risque d'alerter la population locale. Le tableau dépeint par la CGT est préoccupant. "Remise en cause de la future centrale du Vazzio", "fin du GPL (gaz de pétrole liquéfié ou «gaz de ville» alimentant les foyers, ndr)", "abandon du projet de gazoduc." Xavier Nesa, secrétaire général CGT Énergies, a évoqué tout à tour ces sujets, insistant sur le fait que "le secteur énergétique de la Corse traverse une période de crise sans précédent".

"Logique purement financière"

Il a tout d'abord dénoncé la "remise en cause de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE)" et "l'abandon programmé du GPL". Il s'agit bien du retrait envisagé d'Engie de la Corse et de la gestion de son gaz dont il est question. "La renouvellement des concessions gaz par appel d'offres en Corse aurait dû intervenir depuis 1983. Au lieu de cela, cette concession a été reconduite de manière tacite entre les villes d'Ajaccio et Bastia, et l'Engie. Aujourd'hui, Engie veut profiter du renouvellement annoncé de la concession gaz et d'un véritable appel d'offres pour abandonner la gestion du gaz en Corse", insiste Xavier Nesa. La raison selon lui ? "Elle répond à une logique purement financière." L'entreprise enregistre 10 millions d'euros de

déficit annuel, toujours selon la CGT, qui avance une solution afin de compenser ces pertes. "Il faut que l'État légifère en désignant Engie comme entreprise en situation de monopole. 10 millions d'euros, ce n'est rien pour une multinationale, d'autant qu'elle les perd depuis trente ans, pourquoi se réveille-t-elle aujourd'hui ?"

Le départ d'Engie menacerait 83 emplois en Corse, sans compter les centaines d'emplois actuellement dans les entreprises privées prestataires. "Nous entrons donc en conflit ouvert avec l'entreprise, souligne Xavier Nesa, d'autant que le départ d'Engie nous a été clairement annoncé par Virginie Schwarz, la directrice de l'énergie au ministère de la Transition écologique et solidaire, lors d'une rencontre."

Selon la CGT, cette dernière aurait également confirmé la disparition du GPL à l'horizon 2030. Deux informations qui auraient été confirmées par la préfète de Corse, Josiane Chevalier. "Avec la disparition du gaz de ville, il va falloir convertir 20 000 foyers entre Ajaccio et Bastia, soit 10% du parc. Qui va payer ? Nous avons déjà estimé un coût de 15 000€ à 20 000€ par foyer. Que deviennent les emplois associés ? Et pourquoi alors redimensionner la centrale du Vazzio ?", demande Xavier Nesa. Centrale dont on évoque aujourd'hui une montée en puissance de seulement 125 mégawatts au lieu des 250 prévus par le protocole d'accord, signé le 12 décembre 2016 entre Ségolène Royal, alors ministre de l'Écologie et Gilles Simeoni. Toujours selon la CGT, Virginie Schwarz aurait également confirmé l'arrêt du pro-



Rassemblée dans l'enceinte du siège d'EDF à Ajaccio, la CGT a déclaré être entrée en "conflit ouvert" avec l'entreprise.

PHOTO JEAN-PIERRE ELLZIT

jet de gazoduc. "L'État étudie l'option de la barge méthanière au large d'Ajaccio pour alimenter une centrale sous-dimensionnée de 125 MW. Mais on oublie de dire que les appels d'offres pour le gazoduc arrivent à leur terme, souligne Xavier Nesa. Si on doit relancer un appel d'offres pour un nouveau projet, cela retardera encore de plusieurs années les grands chantiers vitaux pour les Corse avec une remise en cause évidente de l'indépendance énergétique de l'île prévue pour 2050, et surtout, à court terme, des menaces de rupture d'alimentation comme nous en avons connu en 2005." Hier, il s'agissait d'une conférence de presse mais la CGT a déjà prévenu

qu'elle utiliserait "toutes les cordes à (son) arc pour défendre les emplois et les intérêts des Corse".

"Pas question d'abandonner le gazoduc"

Contactée en pleine réunion autour de la question des déchets à Corte, la préfète de Corse, Josiane Chevalier, a rappelé qu'elle a "déjà reçu la CGT" et qu'elle "recevra à nouveau le syndicat avec Mme Schwarz en décembre". Elle a également affirmé que "le gazoduc se poursuit et une commune a été choisie en ce sens avec Gilles Simeoni au président du Gtréc au sujet du financer".

Pour le président de l'exé-

cutf, justement, "il n'est pas question que l'on abandonne le gazoduc". Ce dernier n'en démord pas et demeure sur un programme établi en haut lieu, depuis la signature du protocole d'accord en 2016: "Sortie du fioul lourd en 2023, réalisation du gazoduc, sécurisation des usagers et 100% d'énergies renouvelables en Corse en 2050, date à laquelle l'île accèdera à son indépendance énergétique." Pour rappeler cela, Gilles Simeoni a envoyé un courrier à François de Rugy, ministre de la Transition écologique, dans lequel il écarte de nouveaux projets "incertains" pour l'île, soulignant que "la Corse ne lâchera pas la proie pour l'ombre".

Après la diffusion de la

lettre de Nicolas Hulot remettant en cause le gazoduc, en août dernier, la commission de régulation de l'énergie (Cre), financeur du projet, s'est engouffrée dans la brèche pour démentir son coût trop élevé, reprenant le chiffre exorbitant de 950 millions d'euros avancé par l'ancien ministre.

De son côté, la direction d'Engie n'a pas souhaité s'exprimer, soulignant qu'elle ne "prenait pas position" et que "le dialogue avec les syndicats est maintenu aux niveaux local et national". La venue dans un mois de la directrice de l'énergie au ministère de la Transition écologique devait éclairer l'avenir des enjeux énergétiques insulaires.

GHJILORMU PADOVANI